



## ***CLUB CONVAINCRE DU RHONE***

***Forum du lundi 2 février 2025***

**animé par Jacques Gagneur**

**La situation en Ukraine**

*Entre usure et espoir, dans un contexte international toujours plus incertain, la diplomatie peut-elle tracer un chemin au milieu du conflit entre l'Ukraine et la Russie?*

**\*\*\***

Mes Sources : Le Grand Continent, Le Monde, Arte, C dans l'air, La grande conversation, Institut Montaigne

Troisième forum du Club Convaincre sur l'Ukraine au début de la troisième année de guerre.

A ce jour, il y a la possibilité d'un accord entre Trump et Poutine en enjambant les autres parties de ce conflit.

### **1. Le pays agressé, l'Ukraine**

Depuis plus d'un an, on a vu

- Un grignotage lent mais régulier d'une petite partie du territoire ukrainien, le long du front.
- Une offensive surprise de l'armée ukrainienne au nord à Koursk, sur 1300 km<sup>2</sup> du territoire de la Russie, en août 2024, en espérant détourner des forces ennemies du front est. Cet espoir a été déçu. C'est devenu une monnaie d'échange en cas de négociation. Cette situation est maintenant en recul sous la pression de la contre-offensive russe.

- Une difficulté à renouveler les effectifs de l'armée pour combler les pertes au combat, d'où une action impopulaire de contrôle des hommes et de répression des déserteurs et de ceux qui fraudent (certificats) pour aider les recrues à échapper à l'enrôlement. C'est une des raisons de l'érosion de la popularité du Président Zelensky.
- Des questions d'organisation et d'efficacité de l'armée sont parfois mentionnées par nos médias, comme l'affaire de la brigade d'Anne de Kiev formée en France. Une formation insuffisante des nouvelles recrues est également signalée.
- L'autorisation, bien tardive, de Joe Biden, d'utiliser des armes à longue portée, a permis aux forces ukrainiennes d'atteindre des objectifs logistiques ou militaires dans la profondeur du territoire de la Russie : raffineries, dépôts de matériels...
- La population subit depuis plusieurs mois - avant l'élection de D. Trump- une recrudescence de bombardements russes, visant en particulier à détruire le système électrique.
- Terroriser la population est également un objectif pour les Russes, qui ont envoyé un missile balistique Oreschnik à usage nucléaire le 21 novembre. Et en même temps, la Russie poursuit à marche forcée sa politique de « russification » des populations des territoires sous sa domination et des enfants kidnappés envoyés partout en Russie.

Il faut noter qu'à cause de la guerre, des élections ne sont pas possibles, alors que le mandat de Vladimir Zelensky s'est achevé en 2024. Certains députés protestent du peu de cas qui est fait de leurs contributions, l'essentiel du pouvoir étant concentré sur l'administration présidentielle.

Sous l'effet de l'usure et de la fatigue de son pays, le Président Zelensky a fait diverses ouvertures en vue d'une juste issue au conflit (en Suisse cet été, à Doha puis le « plan de la victoire » qu'il a présenté à Biden + Harris et à Trump à Washington avant les élections), qui n'ont pas débouché, mais qui esquissent de possibles futures négociations.

## 2. Le pays agresseur : la Russie

L'armée russe a pu reprendre ses attaques sur le front après l'échec de l'offensive ukrainienne de juin 2023 sur le Dniepr. Quitte à y mettre le prix financier en interne, ou à recruter des mercenaires à l'étranger, elle peut aligner des troupes en nombre important, et le pouvoir accepte, jusqu'à maintenant, des pertes humaines très importantes. Socialement trop sensible, la mobilisation, juridiquement possible, n'est pas mise en œuvre pour l'instant. Les effectifs proviennent de la conscription ordinaire orientée vers les populations « périphériques », de volontaires contractuels bien payés, mais aussi de mercenaires venant de plusieurs pays étrangers (Népal, Cuba, Afghanistan, etc...). L'efficacité réelle des conquêtes territoriales est cependant limitée, au vu des moyens mis en œuvre, par la capacité de résistance des Ukrainiens, toujours motivés.

L'économie de la Russie, que le pouvoir a fait basculer en économie de guerre, a montré une capacité de résilience significative au regard des différentes vagues de mesures de rétorsion prises par les soutiens à l'Ukraine, et qu'elle a pu surmonter ou contourner (flotte de pétroliers fantômes). Mais, sans l'étouffer, ces mesures la fragilisent au fil du temps (inflation de 9% ou plus, tensions sur la main d'œuvre, hausse des taux d'intérêt proche de 25%, risque de stagflation, mélange de stagnation et d'inflation). Il est possible qu'au courant de 2025, les mesures prises asphyxie progressivement l'économie russe.

Il faut noter que la population reste majoritairement favorable à l'offensive déclenchée depuis 3 ans par le Kremlin, et que la popularité de Vladimir Poutine reste toujours à un niveau élevé.

Quant à l'hypothèse de négociations pour mettre un terme à son « opération spéciale », les différentes déclarations des dirigeants laissent pour l'instant clairement entendre que ce serait à ses conditions (conservation des territoires conquis, non adhésion à l'OTAN, ...), c'est-à-dire une capitulation.

### **3. La guerre hybride :**

Elargissement du périmètre géographique et diversification des formes de la guerre

- Corée du Nord : intervention de 12 000 soldats au front (région de Kursk) à partir d'octobre 2024, en plus des fournitures d'armes et de munitions (obus et missiles). Cette nouvelle donne inquiète, pour des raisons différentes. La Chine ne souhaite pas avoir de trublions à ses frontières et qui pourrait déclencher des troubles dans la région. La Corée du Sud s'inquiète de cette agressivité qui s'exteriorise.
- Moldavie : référendum sur l'adhésion à l'UE et élections présidentielles. Maia Sandu a été réélue malgré les influences russes.
- Géorgie : A l'inverse, les élections législatives du 26 octobre ont été remportées par le Rêve Géorgien (50 sièges sur 150) tenu fermement par l'oligarque pro-russe Bidzina Ivanichvili, et contestées par la Président Salomé Zourabichvili. Le Parlement Européen a pris une résolution non contraignante rejetant les résultats de ces élections, jugées « ni libres, ni équitables » et entachées d'« irrégularités importantes ». Cela a conduit le gouvernement à repousser à fin 2028 les négociations sur sa demande d'adhésion à l'UE.
- Roumanie : Les élections présidentielles ont été annulées après l'émergence, via le réseau Tiktok et un financement étranger, d'un candidat pro-russe inconnu jusqu'alors, Călin Georgescu.

- Pologne : survols du territoire.
- Estonie : cyberattaque.
- Mer Baltique : détériorations de câbles sous-marins, provocations aériennes, ...

#### 4. L'Europe et la Grande Bretagne

L'Union Européenne (il faut lui ajouter la Grande-Bretagne) a assuré un appui très important à l'Ukraine (plus que celui des USA) depuis le début du conflit, et accepté sa candidature à devenir membre à terme.

Elle se prépare à une possible ouverture de pourparlers (réunion des chefs d'Etat et de gouvernement à Bruxelles avec V. Zelinsky le 19 décembre 2024), avec la volonté d'être réellement partie prenante à une éventuelle table de négociations : principalement poursuite de l'aide « autant que nécessaire » et réflexion sur les garanties de sécurité.

Mais son processus de décision, déjà institutionnellement long, se trouve pénalisé par plusieurs problèmes dont les principaux sont l'instabilité de la France, l'échéance des élections législatives du 23 février en Allemagne, la progression des forces d'extrême droite de sensibilité « pro-russe » au pouvoir (Hongrie, Slovaquie, Italie) ou proches d'y accéder (Autriche, Bulgarie, Roumanie ?).

Notons que le probable chancelier allemand Friedrich Merz (CDU) est bien plus allant qu'Olaf Scholz. Les Verts sont également sur une position très favorable au soutien à l'Ukraine.

#### 5 Les Etats Unis

Depuis le début de la guerre, l'administration Biden a assuré un haut niveau de soutien à l'Ukraine, mais en 2024, celui-ci a été freiné budgétairement pendant 6 mois par les républicains, pénalisant l'armée ukrainienne. L'arrivée de troupes nord-coréennes débloque l'interdiction américaine d'utilisation des missiles à longue portée (Scalp français, Storm Shadows britanniques) et autorise la livraison des ATACMS américains.

L'élection de D. Trump le 4 novembre 2024, puis sa prise de fonctions le 20 janvier 2025 rebattent les cartes et laissent beaucoup de questions sans réponses pour l'instant.

Il est remarquable qu'il n'ait fait aucune mention de la guerre de la Russie contre l'Ukraine dans son discours d'intronisation.

Après avoir affiché un délai de 24 heures pour mettre fin à la guerre, il a admis que ce serait plus long : 100 jours, puis 6 mois.

Donald Trump vient de nommer le général Keith Kellogg, ancien Conseiller à la Sécurité nationale auprès du vice-président des Etats-Unis (2018-2021) comme envoyé spécial. Quel signal envoie-t-il ainsi ?

« Céder sur l'Ukraine, c'est envoyer à la Chine un message de feu orange sur Taïwan. » C'est peut-être ce type d'approche qui pourrait guider son positionnement, toujours fondé sur « America first ».

Quels leviers pour obliger Poutine à envisager une négociation ? Il vient d'essayer, sans succès, de demander à Mohamed Ben Salman, le dirigeant saoudien, de faire baisser le prix du pétrole pour diminuer les ressources de la Russie.

Par ailleurs, dès son investiture, il a suspendu par décret pour 3 mois les crédits d'aide au développement, officiellement, en vue de faire « la réévaluation et le réaligement de l'aide étrangère des Etats-Unis », ce qui inquiète particulièrement les Ukrainiens, qui soulignent cependant que ce décret ne s'applique pas à l'aide militaire... si leur interprétation est exacte.

Parmi les nombreuses inconnues américaines, Elon Musk n'est pas la moindre. Il fournit gratuitement aux ukrainiens les services du système « Starlink », indispensable outil de communication pour eux. Il pourrait également faire preuve d'initiatives diplomatiques parallèles ....

## **6. Le « Sud global »**

Signalons une initiative commune Chine-Brésil. Celle de 5 chefs d'Etat africains. Ou encore les appels à la paix du pape François ou du dirigeant indien Modi. Ces propos et ces postures ne semblent pas, pour l'instant, retenir l'attention des observateurs ni des parties prenantes au conflit.

Mais il faut constater que le narratif idéologique de la Russie « victime d'une guerre de l'Occident » semble gagner un peu de terrain dans une partie de cet ensemble de pays.

## **7. 2025, des pourparlers, des négociations, et si oui lesquelles ?**

Avant tout, rappelons que les buts de guerre initiaux de Vladimir Poutine sont l'annexion/négation de l'Ukraine dans sa totalité et un changement de régime pour ce pays. Il demande également des garanties de sécurité pour la Russie.

Le rapport des forces semble, en première approche, plus favorable à la Russie, mais la dégradation de sa situation économique pourrait bien se produire courant 2025, surtout si les Européens et les Américains accentuent encore les mesures de rétorsion.

L'Ukraine est en position de faiblesse militaire, mais pas d'abandon de sa souveraineté. La poursuite « autant que nécessaire » de l'aide de ses alliés est pour elle, une nécessité existentielle.

Ce rapport de forces est susceptible d'évoluer au cours du temps que dureraient d'éventuelles négociations, tant qu'un cessez-le-feu n'est pas effectif. Ainsi les F16 arrivent, la formation des pilotes prend fin, ils seront opérationnels rapidement. S'ils sont équipés de missiles air-air, ils pourraient détruire les avions qui lancent les bombes planantes qui font de graves dégâts.

- L'enjeu principal et premier est celui des garanties de sécurité indispensables à l'Ukraine qui demande, pour cela, d'intégrer l'OTAN. Ce que refusent, depuis son indépendance, les USA et l'Allemagne -peut-être d'autres membres-, par crainte des réactions de Poutine.
- Le deuxième enjeu est celui des territoires conquis par la Russie, élément essentiel de la souveraineté de l'Ukraine, mais qui pourrait être disjoint dans le temps sous condition de garanties de sécurité « dans l'ombre de l'OTAN », c'est-à-dire d'accords bilatéraux de divers pays (par exemple Grande Bretagne, France, Pologne, Allemagne après ses élections) avec l'Ukraine. Avec le risque d'un conflit « gelé » comme c'est le cas en Corée depuis 75 ans !

La question des parties prenantes est importante pour garantir la sécurité attendue par les deux belligérants - certes avec des contenus et des attendus très différents- et donc une stabilité durable pour le continent européen dans son ensemble.

- L'ONU, dont c'est la mission et la raison d'être, n'est jamais mentionnée pour agir (force d'interposition par exemple). Est-elle seulement un lieu pour y faire des déclarations ?
- L'UE unie et représentée par ses représentants récemment renouvelés, avec Donald Tusk à sa tête ? Avec la Grande-Bretagne à ses côtés ?
- L'Europe, avec une UE désunie, et représentée, comme souvent, par les « grands » pays ?
- Les USA, dont le positionnement est attendu avec crainte ou espoir, c'est selon !

Une hypothèse jamais avancée dans les médias, celle d'un rôle de la Chine, qui a de réelles capacités à peser sur les décisions de Vladimir Poutine. La Chine n'est pas favorable à la guerre, elle préfère les routes de la soie pour organiser le monde selon ses vues.

\*\*\*

## Le débat

\*\*\*

*La France a diminué les crédits pour l'Agence Française de Développement. Cela peut-il toucher l'Ukraine ?*

Cela rejoint la position des Etats Unis et de l'Allemagne qui a divisé par deux ses aides.

*Les Européens ont toujours dit que c'était aux ukrainiens de décider, pas à eux. Y a-t-il eu des sondages d'opinions en Ukraine qui seraient favorables à des négociations y compris avant abandon de territoires ?*

Oui, effectivement. Les sondages d'opinion publiés entre le 30 décembre 2024 et le 3 janvier 2025 par l'Institut international de sociologie de Kiev. Son directeur ", commente Anton Grouchetsky, résume ainsi la situation :

"D'un côté, la majorité de la population- 58% en octobre 2024 contre 51% en décembre- continue de considérer que nous ne devrions faire aucune concession. " Mais de l'autre, si on pose la question des concessions territoriales contre l'adhésion à l'OTAN, la majorité pourrait accepter de reporter la libération des territoires dans le futur". Selon ces résultats, publiés le 3 janvier, 64% des Ukrainiens accepteraient une fin de la guerre et un report de la libération des territoires occupés en échange d'une adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne (UE), tandis que 21% s'y opposent catégoriquement."

*Ces territoires sous contrôles russes sont russifiés de manière accélérée et leurs opposants sont souvent partis.*

Un militaire norvégien met l'accent sur le fait que l'Ukraine ne pourra jamais gagner est une idée vient du discours des russes. Certes les russes avancent mais ils perdent 3 hommes quand les ukrainiens n'en perdent qu'un. L'Ukraine peut faire comprendre à la Russie qu'elle n'arrivera jamais à son objectif de prise de toute l'Ukraine.

*Quels contacts actuels de Zelinsky avec l'administration Trump ? C'est une clé pour la suite.*

Difficile de savoir. Zelinsky a été vite prudent vis-à-vis de Trump. On voit que Trump n'a pas parlé du sujet. Trump se contentera peut être de cesser de le feu pour avoir le Nobel de la paix. Il veut faire du business et les cesser le feu suffit. Les américains apportent leur renseignement. Les cibles ukrainiennes sont définies ou acceptées par l'armée américaine. Ce que les ukrainiens ont appelé faire la guerre une main dans le dos.

*Le monde était fondé sur le droit international ; le droit de la guerre. Aujourd'hui, c'est le rapport de force qui prime. Comment Poutine pourrait arrêter cette guerre ? Je suis assez pessimiste.*

L'état de droit n'est pas mort partout. L'ONU n'a pas fermé ses portes. La cour pénal internationale poursuit Poutine. La procédure d'adhésion à l'UE peut être un apport dans un processus de négociation.

Une guerre se finit avec l'épuisement des forces en présence, l'impopularité de dirigeants.

*Le problème avec Trump est son admiration pour les hommes forts comme Poutine. S'il y a un cessez le feu, les européens pourront participer à contrôler l'arrêt des hostilités sans que ce soit sous le contrôle de l'OTAN en tant que tel.*

Oui, en précisant que les américains ont annoncé ne jamais envoyer des troupes. Trump veut se retirer de ce bazar et récupérer de l'argent.

*Une touche positive : Poutine est affaibli. Les ukrainiens ont réussi à neutraliser la flotte russe en Mer Noire. La Russie met 8% de son PIB sur les dépenses militaires. La Finlande est entrée dans l'OTAN, à l'inverse de ce que voulait Poutine. L'Europe progresse. Elle a mis 120 Milliards d'aide. Sur le plan énergétique, l'Europe a pu sortir du gaz russe qui a accéléré les énergies renouvelables. La principale question est bien l'attitude de Trump. America First risque de pâtir d'un retrait de l'Ukraine.*

La Chine attend prudemment de voir le jeu de Trump pour se positionner. Affaire à suivre.

**Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 €  
à l'adresse du trésorier du Club : Pierre Vial Maison des Solidarités 215 rue Vendôme 69003 Lyon**

**pour tout contact : [club.convaincre@gmail.com](mailto:club.convaincre@gmail.com)**

notre site <http://www.convaincre-rhone.fr/>